

COMMENT ENFIN FAIRE DE L'UNITÉ ALLEMANDE UNE RÉALITÉ

Novembre 2019

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

Par Petra Köpping

Le parti d'extrême droite AfD (Alternative pour l'Allemagne), a recueilli respectivement 27,5 % et 23,5 % des voix en Saxe et dans le Brandebourg lors des élections régionales du 1er septembre. Cette percée électorale n'a surpris personne. Elle ne fait qu'entériner les résultats obtenus par le parti aux élections législatives de 2017 et aux élections européennes de 2019. En Saxe, tous les sondages réalisés ces dernières années créditaient l'AfD de 25 % des voix.

Ces élections ne sont pas sans rappeler les municipales de Görlitz qui ont vu se former un « front républicain ». La majorité de la population souhaitant empêcher le candidat de l'AfD d'accéder à la tête de la mairie, tous les autres partis ont voté pour le candidat de la CDU (Union des chrétiens démocrates) au second tour. Lors des élections régionales, cet « effet Görlitz » a ainsi profité au SPD (Parti social-démocrate) dans le Brandebourg et à la CDU en Saxe. En revanche, la polarisation de l'élection entre deux candidats ou deux partis peut aussi faire gagner des voix à l'AfD : si le parti d'extrême droite a recueilli plus de 9000 voix au premier tour de l'élection municipale, il en a rassemblé plus de 11 000 une fois seul face au candidat de la CDU, vainqueur final du scrutin. Ainsi, l'AfD a pu gagner 2 % à 3 % dans la dernière ligne droite des élections régionales. Par ailleurs, le paysage politique a peu évolué ces derniers mois : l'AfD est particulièrement populaire à l'est du pays, en Saxe et dans le Brandebourg. Cet ancrage s'explique d'une part par des problèmes économiques plus marqués dans ces régions et d'autre part par l'impression d'abandon ressentie par leurs habitants.

Il est évident que l'AfD attire de nombreux électeurs d'extrême droite. En effet, le parti a entièrement siphonné le réservoir électoral du NPD (Parti national-démocrate, ultranationaliste) : en 2004, le NPD recueillait encore 9,2 % des voix en Saxe, contre seulement 0,6 % en 2019. Toutefois, la moitié de l'électorat de l'AfD pense également que le parti ne se distancie pas suffisamment des positions d'extrême droite. L'autre moitié peut donc être qualifiée à juste titre d'électorat de droite radicale ou d'extrême droite. On ne saurait y voir un simple effet du hasard en apprenant que cette frange du parti

correspond à l'échantillon des habitants de la Saxe, qui, selon le sondage Sachsen-Monitor, affichent des positions xénophobes et d'extrême droite. Cependant, cette explication ne suffit pas à elle seule.

Selon l'institut Infratest dimap – dont sont tirés les chiffres ci-après –, plus de la moitié (52 %) des électeurs de l'AfD craint de « ne plus pouvoir maintenir son niveau de vie à l'avenir ». Seuls 24 % de l'électorat de Die Linke (Parti de gauche) et 17 % des électeurs du SPD partagent cette même inquiétude quant à l'avenir. Et pour cause, aussi difficile qu'il soit de l'admettre : l'AfD est devenu le premier parti ouvrier en Saxe. Désormais, seuls 20 % des ouvriers accordent leur voix à des partis de centre gauche tandis que 41 % d'entre eux votent pour l'AfD, dont la moitié pour des raisons d'inégalité ou de précarité sociale.

Parmi ces électeurs se dessine le profil commun à de nombreux ex-Allemands de l'Est qui ont travaillé toute leur vie mais risquent malgré tout de tomber sous le seuil de pauvreté au moment de la retraite ; de quoi révolter une grande partie de cette génération de la reconstruction de l'Allemagne de l'Est, en particulier la tranche des 45 à 65 ans, qui sont précisément ceux qui votent le plus souvent AfD en Saxe. La plupart d'entre eux ont lutté pendant cette période, prenant des risques et surmontant les échecs.

Or, 78 % de l'électorat de l'AfD, soit une proportion nettement au-dessus de la moyenne des électeurs (66 %), affirment que « les Allemands de l'Est sont à de nombreux égards restés des citoyens de second rang ». Nombre d'entre eux ont dû renoncer à des hausses de salaires et à leurs droits de participation au sein des entreprises après la chute du mur, pour garder leur emploi. Par exemple, ces derniers n'ont pas adhéré à un syndicat et s'abstiennent aujourd'hui encore de critiquer leurs employeurs. A moins qu'ils ne taisent plutôt ce qu'ils pensent. Nombreux sont en effet les électeurs à témoigner qu'« en RDA, [ils pouvaient] tout dire au travail mais [n'avaient] pas le droit de critiquer le gouvernement. Aujourd'hui, c'est l'inverse ». Ils aimeraient que l'État leur garantisse des sa-

lares plus élevés mais se montrent frileux à l'idée de porter eux-mêmes cette revendication. 55 % des sympathisants de l'AfD (et 50 % des électeurs de Die Linke) affirment qu'« en RDA, l'État [avait] fait davantage pour la population qu'aujourd'hui ». Moins de 20 % des électeurs des autres partis tels que le SPD partagent cet avis. L'AfD est ainsi en passe de devenir le nouveau parti de l'Allemagne de l'Est. Seule la moitié de son électorat pense toutefois que l'AfD s'inscrit dans la tradition du mouvement citoyen de contestation d'Allemagne de l'Est de 1989. S'agissant de la capacité des partis à « représenter les intérêts des Allemands de l'Est », l'AfD (23 %) se place juste derrière Die Linke (25 %), mais devance la CDU.

La problématique de l'Est a longtemps été sous-estimée. Or, pour comprendre les raisons pour lesquelles les habitants de la Saxe en particulier et les Allemands de l'Est en général ont si peu confiance en la démocratie et la politique et s'en distancient, pour comprendre l'origine de leur colère et la popularité des populistes de droite plus marquée à l'Est qu'à l'Ouest, il convient de s'intéresser, dans un esprit d'ouverture et d'autocritique, aux années qui ont suivi la chute du mur. Avec le recul, on sait aujourd'hui que l'impact de la réunification sur de nombreux Allemands de l'Est a été passé sous silence. Pourtant, ce sont des familles entières qui ont été détruites, chômage, divorces et troubles psychologiques ayant touché de très larges franges de la population. Si les Allemands de l'Est s'en sont relevés pour leur majeure partie, une part non négligeable d'entre eux affichent toujours une haine des « Allemands de l'Ouest » et de « la politique ». 86 % des électeurs de l'AfD en Saxe sont ainsi peu voire pas du tout satisfaits du système démocratique. En témoigne le fait que le parti mobilise d'anciens abstentionnistes. En effet, près de 40 % de l'électorat de l'AfD n'avaient pas voté aux élections régionales précédentes.

Ces électeurs sont nombreux à subir des humiliations, endurer des maladies, souffrir des inégalités, qu'ils aient réussi à se faire une place après 1990 ou non. La réforme Hartz IV – mesure controversée portant sur l'allocation chômage et visant à inciter les chômeurs à rechercher activement un emploi – a accentué ce ressenti. La réforme Hartz IV a suscité d'autant plus de colère en Allemagne de l'Est qu'en dépit de leurs efforts, les travailleurs ne trouvaient précisément aucun emploi. Dans ces conditions, difficile d'exiger des contreparties en échange de mesures d'accompagnement qui, compte tenu de l'absence d'emploi, ont perdu leur raison d'être. En définitive, la question des réfugiés n'aura été « que » le reflet d'une colère et d'une opposition plus profondes.

Les bouleversements survenus après 1990 ont eu des répercussions non seulement sur le plan économique, mais également dans tous les aspects de la vie sociale, poussant par ailleurs certains Allemands de l'Est à adopter une position plus conservatrice. 84 % des électeurs de l'AfD déclarent craindre voire fortement redouter « que la vie en Allemagne ne change radicalement à l'avenir ». Parmi les électeurs du SPD et même de la CDU, un parti pourtant conservateur, seuls respectivement 29 % et 34 % expriment cette même crainte. La peur de voir disparaître la culture et la langue allemandes et de subir les effets d'une criminalité en hausse ou encore la

crainte d'une influence croissante de l'islam : tel est le fonds de commerce de l'AfD.

Si l'électorat de l'AfD est majoritairement masculin, le parti gagne en popularité auprès des citadines de plus de 60 ans. Jouer sur les peurs a manifestement porté ses fruits. Rien d'étonnant à ce que le premier critère d'intention de vote soit l'immigration pour 59 % des sympathisants de l'AfD. L'absence d'amélioration ces dernières années ajoutée à l'incapacité des dirigeants politiques à résoudre les problèmes du quotidien ont nourri un profond malaise. « L'État aide les réfugiés mais ne fait rien pour moi » : tel est le ressenti d'un grand nombre d'individus. « Prendre aux autres pour soi-même recevoir plus », voilà un jeu fatal auquel s'abandonnent de nombreux électeurs. Continuez à vous déchirer peuple d'« en bas » ! Continuez à ne parler que des réfugiés ! Cela profite à « ceux d'en haut », milliardaires et élites conservatrices, car il n'est plus question de répartition des richesses ni de justice sociale !

LA PERCEPTION DE LA POPULATION

L'étude « Revenir aux oubliés de la politique » menée par le Progressive Zentrum, un think tank berlinois, l'a montré clairement : « Les électeurs se sentent dénigrés car ils ont l'impression que l'État leur refuse de l'aide, tout en offrant beaucoup aux réfugiés. En réaction, ils ciblent les immigrés ». A cette impression d'abandon politique au profit d'autres catégories de population s'ajoute la stagnation des propres conditions de vie, stagnation expliquée par une « politique du déni ». Le malaise que suscite cette prise en compte insuffisante des problèmes du quotidien par la classe politique, notamment le décrochage entre salaire et coût de la vie, se voit renforcé par la priorité accordée à la politique extérieure. Cette impression partagée par des populations des zones rurales, des petites villes et des zones périurbaines, est également le résultat de la disparition des infrastructures sociales et de transport. « Assister à la dégradation des infrastructures dans son quartier, voir par exemple les boîtes aux lettres publiques démontées ou les lignes de bus supprimées, voilà de quoi faire naître un sentiment de dévalorisation intériorisée individuellement ». Y compris les habitants de villages et de villes de petite et moyenne taille d'Allemagne de l'Est ou de RDA, pourtant jadis fiers, assistent toujours plus fréquemment au démantèlement de leurs infrastructures sociales et de transport. Lorsque disparaissent les distributeurs automatiques de billets et les commerces de proximité, la majorité de la population parvient certes à s'y adapter au quotidien. Toutefois, nombreux sont les individus à se sentir personnellement déconsidérés : « L'État s'occupe de bien des choses, mais se désintéresse de nous ».

A cet égard, les conséquences négatives des nombreuses réformes territoriales en Allemagne de l'Est, uniquement menées pour faire des économies, sont visibles. Les districts ont été réunis dans de grands ensembles territoriaux et administratifs tandis que des économies ont été réalisées sur les commissariats et que les administrations fiscales et les hôpitaux

ont fusionné. Les services administratifs sont ainsi devenus de moins en moins accessibles et les Kreistage (assemblées de districts) et conseils municipaux toujours plus éloignés des administrés. Les élus politiques locaux n'ont d'ailleurs presque plus de contact immédiat avec leurs concitoyens. Certains avancent même que le populisme progresse proportionnellement à l'envergure des fusions entre communes et districts.

Toutefois, toutes les mauvaises expériences accumulées et les inégalités subies ne sauraient excuser la xénophobie. A la suite des manifestations du mouvement Pegida et de la percée de l'AfD s'est déversé à l'encontre de l'Est un flot de moqueries, de paroles moralisatrices et d'agressivité, qui a causé dans ces régions, selon un processus fréquemment observé dans ce cas, un repli sur soi. Dans cette situation de retranchement, le débat critique a laissé place à la seule défense obstinée contre les attaques de l'extérieur.

Le regard porté sur l'Allemagne de l'Est doit cependant se défendre d'une arrogance excessive, car ce phénomène n'est aucunement spécifique à ce territoire, comme le montrent les résultats obtenus par les partis de droite aux États-Unis, en Turquie, en Italie, en France et en Europe de l'Est. Dans ces sociétés gronde la colère d'une partie de la population qui a l'impression de subir le mépris et le dédain d'une « élite » – dans le cas de l'Allemagne, « l'Ouest ». C'est ce schéma récurrent que décrit Pankaj Mishra dans son livre passionnant intitulé *L'âge de la colère*. Ces sociétés répondent par une volonté « d'autosuffisance, de patriotisme exacerbé, de rejet du mélange des cultures et de constitution d'une société non commerciale ». Cette volonté se conçoit en réaction à « la corruption qui vise à s'élever au-dessus des autres, la tromperie des pauvres par les riches et l'impression d'être laissés pour compte ou repoussés par une minorité égoïste ». Aux États-Unis, nombre de libéraux surnomment les territoires ruraux situés entre les côtes est et ouest « Flyover States » – des États sans grande importance et en retrait des priorités électorales, dont rien ne justifie la visite et que l'on se contente de survoler. Ce sont typiquement ces « Flyover States » qui ont majoritairement voté pour Donald Trump. Il s'agirait d'éviter pareil dénigrement en Allemagne de l'Est, voire dans d'autres régions du pays.

DANS CES CONDITIONS, QUE FAIRE ?

Un constat pour débiter : la « classe moyenne inférieure » est négligée depuis de trop nombreuses années ! Il n'est pas tolérable qu'un travailleur ayant cotisé tout au long de sa vie pour sa retraite et l'assurance chômage ne reçoive, en situation de chômage ou bien parvenu à l'âge de la retraite, que la couverture de base suite à la réforme Hartz IV au même titre qu'une personne qui n'a jamais ou très peu travaillé. Un minimum retraite sans conditions de ressources doit être mis en place, sans négociation possible, sans compromis hypocrites passés en coulisses à renfort de manœuvres bureaucratiques dilatoires. Les salariés ayant cotisé plus longtemps à l'assurance chômage doivent percevoir les allocations chômage sur une durée plus longue. Quant au salaire minimum, celui-ci

doit tendre vers douze euros et plus. Le système de l'État providence doit être rendu plus juste et, ce faisant, plus durable. A cet égard, l'idée de remplacer Hartz IV par un « revenu citoyen » est une première proposition intéressante. Un impôt sur la fortune permettrait également de mieux financer les infrastructures et les services publics.

Par ailleurs, le SPD doit retrouver le lien avec la société sur les changements culturels de l'époque tels que l'intégration, la lutte contre le changement climatique ou l'égalité femmes-hommes. Le SPD ne peut s'y soustraire. Il n'est pas pertinent de proposer que la social-démocratie ne s'empare que d'une seule thématique, d'autant plus que la population débat de ces changements culturels avec bien plus de nuances que certains médias ou groupes d'intérêts ne le pensent. Si un changement radical de paradigme est nécessaire dans la politique écologique, ce changement ne saurait se faire au détriment de la population. Il convient davantage de réfléchir à des incitations permettant par exemple à des artisans de renouveler leur flotte de véhicules ou à une famille d'effectuer des travaux d'isolation dans sa maison. Oui, je suis à titre personnel favorable à l'intégration des réfugiés : les réfugiés qui suivent une formation et sont en mesure d'être indépendants financièrement doivent avoir la possibilité de rester en Allemagne. Ils ne doivent pas être subitement expulsés à la fin de leur apprentissage. Les établissements de formation et les salariés dotés d'un minimum de bon sens et d'empathie partagent également cet avis. En revanche, les multirécidivistes et les personnes qui violent la Loi fondamentale allemande doivent être rapidement expulsés, sans pour autant que soit durci le droit d'asile.

Pour faire véritablement de l'unité allemande une réalité, il est nécessaire de faire un inventaire des conséquences non seulement politiques et historiques mais également sociétales de la chute du mur en concertation avec ceux qui n'ont pas oublié et qui, pour un nombre non négligeable d'entre eux, n'ont pas encore assimilé la violence des ruptures et des mutations qu'ils ont connues. Après la chute du mur, un turbo-capitalisme a fait rage en l'Allemagne de l'Est, mis en pratique par certains conseillers économiques issus de l'Ouest, qui, précisément, ont pu appliquer à l'Est une politique économique qui aurait suscité à l'Ouest une trop forte opposition.

Cette période doit être pleinement intégrée à l'histoire de l'Allemagne réunifiée pour comprendre comment l'Allemagne de l'Est est devenue ce qu'elle est aujourd'hui. Il ne s'agit toutefois pas d'engager de nouvelles commissions d'enquête potentiellement clivantes, mais de créer les conditions d'un renouveau, à l'origine d'une véritable réconciliation. Il s'agit bel et bien de prendre un nouveau départ en s'accordant le temps de la réflexion, depuis qu'ont souvent décliné les structures sociales et les contacts humains avec la disparition des entreprises elles-mêmes et que la création de nouveaux liens s'est raréfiée.

La nécessité d'un renouveau démocratique en Allemagne de l'Est, enfin, ne doit pas être oubliée. C'est la raison pour laquelle je suis favorable à l'ouverture du droit de vote dès l'âge de 16 ans. Willy Brandt, en ex-RFA, avait abaissé l'âge de la

majorité électorale de 21 à 18 ans. Les arguments avancés contre un nouvel abaissement sont d'ailleurs aujourd'hui les mêmes que ceux invoqués par les conservateurs et la droite à l'époque. En outre, il nous faut renforcer la participation démocratique locale en instaurant des budgets citoyens dans toutes les communes, afin de rapprocher les dirigeants politiques de leurs concitoyens. Pourquoi ne pas proposer en ce sens que chaque commune de plus de 1000 habitants bénéficie d'un budget conséquent à consacrer à des projets locaux choisis librement à l'issue d'une délibération citoyenne ?

30 ans après la réunification, des enseignements – tant positifs que négatifs – peuvent être tirés de la situation actuelle et de la période qui a suivi la chute du mur. A commencer par notre approche des défis à venir, notre capacité à informer les citoyens, les écouter et les associer au processus de décision, et à prendre en considération leurs propres expériences.

L'article a été publié sous le titre « Nach vorne schauen! Wie wir eine echte deutsche Einheit erreichen können » dans le numéro d'octobre de la revue *Neue Gesellschaft – Frankfurter Hefte*

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Krumm, Reinhard; Dienes, Alexandra; Weiß, Simon
Cavalier seul ou allié?

Les alliances dans une ère d'incertitudes diplomatiques

Gatz, Christopher

Le plafonnement de loyers

Une mesure efficace pour répondre à la crise du logement

Fink, Philipp; Henricke, Martin; Tiemann, Heinrich
Une Allemagne inégalitaire

Rapport sur les disparités socio-économiques 2019

Gatz, Christopher

Le climat: un sujet à risque sur le plan électoral

Changement climatique, énergie et environnement

Scherrer, Peter; Kowalsky, Wolfgang

Pour ou contre l'Europe? Là n'est pas la question

Les élections européennes ne sauraient être l'arène dans laquelle s'affronteront pro- et anti-européens

L'AUTEUR

Petra Köpping est secrétaire d'Etat à l'Égalité et à l'Intégration au ministère des Affaires sociales et de la Protection des consommateurs du Land de Saxe

CONTACT

Friedrich-Ebert-Stiftung e. V.

41 bis, bd. de la Tour-Maubourg
75007 Paris | France

www.fesparis.org
fes@fesparis.org

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.